

M. Bruce Howard (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie et du Commerce): Le ministère n'a pas de programme expressément destiné à dédommager les industries canadiennes qui auraient eu à souffrir des répercussions du taux flottant du dollar. Toutefois, le ministère collabore activement avec les entreprises afin de s'assurer qu'elles profitent au maximum de ses services et de ses programmes de stimulation industrielle, pour rendre les produits canadiens davantage concurrentiels, que ce soit au pays ou à l'étranger.

LE COÛT DU DÉPLACEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE
ET DU PROGRAMME LIFT

Question n° 1110—**M. Yewchuk:**

1. Combien de cultivateurs de l'Ouest ont reçu de l'aide du programme de mobilité de la main-d'œuvre du Canada sous forme a) de subventions au déplacement des stagiaires, b) de subventions à l'exploration, c) de subventions à la réinstallation, en 1970?

2. Combien d'argent a-t-on versé aux cultivateurs afin de convertir les cultures de blé en terres non cultivées ou en cultures de céréales de provende, aux termes du programme LIFT?

3. Quelles ont été les dépenses administratives globales du gouvernement fédéral pour l'application du programme LIFT?

4. Combien d'acres de blé a-t-on cessé de cultiver en 1970?

5. En 1970, combien d'argent a-t-on consacré à la recherche de marchés étrangers pour a) les produits du grain, b) le bœuf?

M. J. A. Jerome (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Selon les ministères de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce et la Commission canadienne du blé: 1. a) Les statistiques des subventions de voyage de stagiaires au cours d'une année ordinaire ne sont pas disponibles par profession; toutefois, pendant l'année financière 1969-1970, 1,490 cultivateurs et ouvriers agricoles des provinces des Prairies ont été inscrits à un cours de formation; parmi ceux-ci environ 30 p. cent, soit 447, ont reçu des subventions de voyage. b) Les statistiques des subventions de prospection ne sont pas disponibles par profession; toutefois, dans les provinces des Prairies, environ 50 p. 100 des bénéficiaires de subventions de déplacement avaient reçu au préalable des subventions de prospection. c) En 1970, 12 subventions de déplacement ont été accordées à des cultivateurs des provinces des Prairies: 1 au Manitoba; 8 en Saskatchewan et 3 en Alberta.

2. Au 15 mars 1971, la somme totale versée aux cultivateurs aux termes du programme LIFT s'élevait à \$57,046,689.

3. Au 15 mars 1971, les dépenses administratives globales pour l'application du programme LIFT atteignaient \$1,871,719.

4. D'après les cultivateurs qui ont soumis de demandes de paiement, on avait cessé de cultiver du blé sur 11,497,-628 acres.

5. a) Il n'est pas possible d'établir de façon précise la valeur pécuniaire des dépenses que le gouvernement a consacrées à la recherche de débouchés étrangers pour les produits du grain et le bœuf. En général, l'aide gouvernementale a pris la forme d'une activité de soutien par l'intermédiaire du ministère de l'Industrie et du Commerce. b) Les livres du Ministère ne donnent pas le coût détaillé de la promotion des ventes de bœuf (proprement dit), étant donné que ce produit figure habituellement dans des expositions d'aliments ainsi qu'au nombre des promotions où le bœuf est le produit principal; en outre,

[M. McKinley.]

il est touché par l'activité de plusieurs directions générales et divisions du Ministère.

Les activités particulières qui ont eu un rapport avec le bœuf sont les suivantes: a) Étude du commerce de la viande avec l'Europe. b) Promotion des carcasses de bœuf réfrigérées à Tokyo. c) Promotion de nombreux produits de consommation (y compris le bœuf) dans un grand magasin de Keio. d) Les expositions de viandes et d'aliments congelés Solo à Tokyo, à l'intention des hôtels et restaurants, avec l'accent sur le bœuf frais. e) Le «Floating Food Show» aux Antilles. f) Le «National Restaurant Show» de Chicago. g) L'exposition de l'Association hôtelière des Antilles. h) Les études sur l'industrie du bœuf réalisées au Japon par M. H. C. Love pour la Commission du bétail de l'Alberta, M. Paul Babey pour Uniform (Alberta) et M. H. Hargreaves, commissaire à la commercialisation de l'Alberta, qui tous ont reçu l'aide du Ministère. i) Une visite au Canada d'industriels japonais de la viande a été organisée en collaboration avec le Ministère. j) L'élevage du bœuf de boucherie a fait l'objet d'une promotion, au «National Livestock Show» de Las Vegas, dont les frais ont été partagés entre le Ministère et la «National Beef Breeds Association».

De plus, nos délégués commerciaux dans de nombreux pays ont cherché des débouchés pour le bœuf du Canada et les milieux commerciaux ont reçu à cet égard de nombreuses demandes de renseignements en provenance de plusieurs pays, dont le Portugal, l'Espagne, la Suisse, la Grande-Bretagne, le Liban, Israël, les Antilles, Hong Kong, les Philippines et Singapour.

LE PROJET DE PIPE-LINE DU MACKENZIE

Question n° 1169—**M. Orlikow:**

1. Au 10 mars 1971, combien d'argent avait-on consacré à une enquête sur le milieu écologique, en rapport avec un oléoduc dans la région du Mackenzie?

2. Au 10 mars 1970, combien d'employés du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources avaient participé à l'enquête sur les conséquences pour le milieu écologique d'un oléoduc dans le Nord?

3. Au 10 mars 1971, des experts-conseils de l'extérieur avaient-ils été engagés à forfait pour faire une étude des aspects écologiques de l'oléoduc de la vallée du Mackenzie?

4. Sous quelle rubrique les fonds ont-ils été rendus accessibles pour chacune des enquêtes susmentionnées?

M. J. A. Jerome (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): En ce qui concerne le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources: 1. Les dépenses prévues en 1971-1972 pour les études sur le milieu s'élèvent à \$400,000; aucune somme n'est réservée à l'écologie en particulier.

2. L'effectif consacré aux études sur le milieu en 1971-1972 correspondra à 17 années-hommes; aucune part de ce total n'est réservée à l'écologie proprement dite.

3. Aucun.

4. En vertu des crédits 15 et 20 du budget principal des dépenses 1971-1972 du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

*Des études du milieu écologique de la vallée du Mackenzie se poursuivent depuis un certain nombre d'années. Les travaux accélérés consacrés aux oléoducs ont commencé en 1969.

En ce qui concerne le ministère de l'Environnement: 1. \$165,000.

2. Sans objet.

3. Non.